

## POUR UNE HISTOIRE DU TEMPS PRESENT AU MAGHREB

### GENESE D'UNE ECRITURE

En Décembre 2002, je présidais le jury du Prix Atlas créé par l'Ambassade de France au Maroc pour encourager la production intellectuelle, scientifique et littéraire dans cette partie du Maghreb engagé depuis l'avènement de Mohammed VI, dans des réformes et des émancipations prometteuses. L'unanimité des membres du jury s'est vite faite pour retenir l'essai de Mehdi Bennouna « *Héros sans gloire. Echec d'une révolution 1963-1973* ». L'ouvrage s'inscrit exactement dans la perspective de ce que les historiens appellent l'histoire du temps présent. La création d'un *Institut d'Histoire du Temps Présent* en France a vite retenu mon attention non seulement pour la pertinence des débats et des questionnements sur les moments effervescents comme l'épisode de Vichy et la Résistance française pendant la guerre, mais surtout pour l'histoire au moins aussi fiévreuse et tragique de la rupture brutale entre deux destins historiques dessinés depuis 1830 : ceux de la France et du Maghreb. J'appartiens à cette génération de Maghrébins qui ont vécu pendant les années 1950 le rêve d'une Afrique du Nord, comme on disait alors, renouant avec l'histoire que lui assigne sa géographie dans l'espace méditerranéen étendu anthropologiquement jusqu'à la frontière sub-saharienne. L'espace de déplacement des Touaregs englobe des territoires partagés aujourd'hui entre le Mali et l'Algérie. Ce rêve n'était pas romantique ; il s'est exprimé à Paris dans la fameuse *Association des Etudiants Musulmans Nord Africains* (AEMNA). J'ai fréquenté le siège historique du 115 boulevard Saint Michel où sont passés presque tous les militants devenus ministres ultérieurement dans les jeunes Partis-Etats formés après les indépendances. J'ai moi aussi des éléments importants à verser à l'histoire du temps présent concernant inséparablement la France et le Maghreb et bien sûr, étant d'origine algérienne, la France et l'Algérie. Je signalerai seulement que jeune professeur à Strasbourg entre 1956-59, j'ai dirigé avec mon ami tunisien Chérif El-Materi, une section de l'AEMNA.

L'attribution du Prix Atlas a, comme l'a souhaité le jury, attiré davantage l'attention des Marocains sur un épisode où le destin institutionnel du Maroc a failli basculer, non pas nécessairement vers le rêve d'un courant de l'AEMNA, mais un vide d'autant plus grave qu'il s'agit du régime monarchique. De tous les pays du Maghreb, du monde arabe et même du monde musulman, le Maroc est le seul pays à pouvoir disposer aujourd'hui d'un régime monarchique dont la légitimité historique remonte à l'installation en 789 de ce qui est devenu la Dynastie Idrisside. Quand on sait que toutes les historiographies ont construit une continuité chronologique linéaire faite d'une suite d'événements liés à un pouvoir central, on doit reconnaître que les Marocains d'aujourd'hui sont plus fondés que beaucoup d'autres sociétés ou « nations », à référer à une telle continuité. Aucun historien ne peut nier que les grandes dynasties almoravide, almohade, mérinide ont transgressé les frontières régionales, tribales, confrériques pour étendre leur pouvoir à partir de la base marocaine à ce que je préfère appeler pour des raisons qui se préciseront dans la suite, l'Espace Maghrébin.

Il est vrai que la continuité d'un Etat monarchique ou républicain ne signifie pas nécessairement des progrès politiques pour la société qui en dépend. La précarité du pouvoir central en contextes islamiques a été bien soulignée avant Ibn Khaldûn par

Ghazâlî (m. 1111) qui énonçait déjà le principe de résignation selon lequel « avoir un calife injuste pour assurer la continuité de la *légalité étatique* est préférable à ne pas avoir de calife du tout ». Cette proposition devenue un adage dans la tradition éthico-politique musulmane appelle beaucoup de commentaires qui ont leur pertinence à propos justement de l'aventure de « *Héros Sans Gloire* ». Si ces héros et tous leurs homologues avaient compris et surtout bien intégré dans leur stratégie d'intervention la portée anthropologique du propos de Ghazâlî, il est vraisemblable que l'histoire du Maroc et, par retentissement de proche en proche, celle du Maghreb et du Monde Arabe, aurait connu d'autres cheminements. Il ne s'agit pas d'écrire après coup une histoire irréversiblement avortée. L'irréversible est la première donnée incontournable de tout destin personnel ou collectif. Ma réflexion porte sur la nécessité d'évaluer dans toute action politique le poids des structures des imaginaires sociaux en présence, au lieu de faire un saut périlleux dans la *prévision* elle-même imaginaire au sens du *Wishful thinking*, qui propulse les « révolutionnaires » vers la « libération » des peuples.

## 2) TRAVAIL DUN CONCEPT

Je crois utile de relater ici un incident significatif créé par l'auteur de *Héros sans gloire* à propos d'une préface que l'éditeur m'a demandé d'écrire pour l'édition du livre en arabe. « HSG, a écrit l'auteur après lecture d'une version très abrégée du présent texte, *raconte le courage et l'honneur de certains hommes qui ont défié le Makhzen. L'honneur et le courage sont des valeurs humaines qui peuvent, tout autant que le progrès scientifique, aspirer à l'universalité. C'est le revers de ce que Marx appelait l'aliénation. C'est là un point qui semble avoir échappé à M. Arkoun. L'exigence de HSG est avant tout esthétique et son ambition scientifique modeste...* »

Cet aspect du livre a été clairement évoqué dans les délibérations du jury dont la décision montre qu'il s'agissait, certes, de récompenser un essai modeste, courageux, lucide et d'autant plus respectable que M. Bennouna a perdu son très jeune père dans un combat sévèrement réprimé par le Makhzen. Mais au-delà de ce geste courant, j'ai personnellement insisté, avec le soutien unanime de mes collègues, sur la nécessité d'utiliser cet exemple pour susciter un débat fécond au Maroc et ailleurs sur l'urgence qu'il y a pour tous les pays sortis de l'épreuve de la colonisation, à offrir aux générations montantes une histoire aussi éclairante et « objective » que possible des conditions du passage de la phase coloniale aux épreuves si imprévues, si tragiques pour beaucoup, si récurrentes de ce qu'on continue d'appeler l'Indépendance. Je souscris si volontiers aux remarques du lauréat que j'ai décidé d'écrire une sorte de *Muqaddima* à l'histoire de ce Maghreb, non pour répéter Ibn Khaldûn dans une intervention limitée, mais pour amplifier le regard critique qu'il a porté avec les moyens de son temps, sur ce qu'il a appelé *l'Histoire des Berbères*.

Je me suis intéressé à d'autres livres publiés chez le même éditeur sur l'affrontement sévère entre ce qu'il faut bien appeler avec René Gallissot *l'illusion révolutionnaire* des jeunes nationalistes de « gauche » dans les années 1960-70 et la *contre-révolution monarchique*<sup>1</sup>. Le combat est d'une importance paradigmatique : en l'analysant froidement, l'historien est confronté à des problèmes d'anthropologie et de philosophie politique dont ni les multiples aspirants héros privés de la gloire espérée, ni l'artisan sans état d'âme de la *contre-révolution monarchique*, ne pouvaient songer à les respecter dans le feu sacré qui les brûlait avec une égale intensité. Le feu sacré de la révolution libératrice contre le feu sacré d'une institution séculaire à protéger et d'un pouvoir légitime à sauver contre des « rebelles » qui perpétuent la

---

<sup>1</sup> ) Voir la préface à l'édition française de HSG

*siba*, l'insubordination au Makhzen. Les témoignages récents des prisonniers de Tazmamart obligent comme les HSG, à relire toute l'histoire du Makhzen pour repenser enfin les mécanismes qui ont dominé toute l'histoire du Maghreb dont on va voir qu'elle illustre parfaitement la *dialectique des puissances et des résidus* dont j'ai montré la portée et les fonctions anthropologiques. On a pu lire en effet les récits d'Ahmed Marzouki, *Tazmamart, cellule 10*, Tarik éditions 2000 ; Abdelhak Serhane, *Kabazal. Les emmurés de Tazmamart. Mémoires de Salah et Aïda Hachad*, Tarik éditions 2003. Hassan Benjelloun a tiré un film *La chambre noire* d'un autre essai de Jawad Mdidech, *Derb Moulay Chérif*. La quasi concomitance de ces publications salue la fin d'une époque et libère la marche vers la Monarchie Constitutionnelle. Dans mes échanges fréquents avec le public marocain, j'ai pu mesurer sa sensibilité au sens politique du jeune roi qui a compris la nécessité d'une purification (*catharsis*) de la relation entre la monarchie et la société civile émergente. En rendant possibles la publication de ces livres et les débats qu'ils ont nourris, le roi signale clairement qu'il est temps de sortir de la relation *Makhzen/siba* pour entrer dans l'ère de la Monarchie Constitutionnelle avec tous ses attributs démocratiques et humanistes illustrés par les grands exemples européens. La marche sera longue vers cet objectif ; elle a besoin de s'appuyer sur une culture politique qui est loin d'être acquise au Maroc et dans les autres sociétés maghrébines. Essayons de travailler le concept de HSG pour montrer les conditions de production et de diffusion de cette culture politique.

Il faut d'abord restituer à ces années d'effervescence « libératrice » (1963-1973) leur vraie signification pour tous les peuples colonisés qui venaient de retrouver ou de conquérir leur souveraineté politique. Le tout jeune Hassan II vient de succéder à son père Mohammed V et il doit gérer les élans d'euphorie, les impatiences, les rêveries légitimes des uns, les demandes exorbitantes, les attentes anachroniques des autres. Une jeunesse encore peu nombreuse, nourrie d'un mélange de jacobinisme français et des certitudes de la révolution marxiste ou même des bruits révolutionnaires d'Amérique latine, regardait vers un horizon bien différent de celui du très influent réformiste Allal-al-Fassi et du puissant parti de l'*Istiqlal*. Le Parti-Etat FLN en Algérie apparaissait comme un modèle révolutionnaire envié, admiré par le courant qui voyait dans le Makhzen un obstacle à la révolution socialiste arabe en marche sous la direction de Nasser en République Arabe Unie. Devant les militants d'alors aucune observation critique n'était tolérée ; les termes de rêveries romantiques, d'illusion révolutionnaire étaient rejetés dédaigneusement, ou brutalement comme une phraséologie bourgeoise colonialiste et impérialiste. Devant cette menace communiste, Hassan II s'est appuyé sur ce qu' Abdellah Laroui a décrit sous le nom de politique de traditionalisation (*tasmîn*). L'opposition frontale entre ces deux postures également idéologiques était d'autant plus inévitable qu'elle s'inscrivait dans les grands affrontements géopolitiques de la guerre froide entre les deux grands. Les faits sont connus ; il est inutile de poursuivre ces rappels.

La difficulté d'une écriture historienne critique est de travailler chaque terme utilisé pour remplir deux fonctions complémentaires : rendre justice à chaque protagoniste, tout en montrant l'impossibilité structurelle où les enfermaient les rôles qu'ils jouaient (au sens de la représentation théâtrale) sur la scène de l'histoire. HSG est une heureuse trouvaille à cet égard ; elle mérite un développement.

Si l'on tient compte des époques et des champs peu ou pas encore explorés dans l'histoire et l'anthropologie du Maghreb, on est obligé de constater des retards considérables. On consacre peu de crédits au développement des sciences sociales appliquées à des sociétés encore sous-analysées comme celles du Maghreb. La formation de chercheurs dans les Universités d'Europe et d'Amérique est évidemment souhaitable, car c'est là que les recherches bénéficient des meilleures

compétences ; mais l'application des méthodes et des problématiques apprises en Occident nécessite des corrections, des appropriations aux contextes particuliers des sociétés soumises à des régimes politiques, à des pressions démographiques, à des retards économiques et sociaux, à des processus de régression culturels, voire à des pathologies comme la schizophrénie, non encore pris en charge par une recherche insuffisante à tous égards.

L'urgence d'une histoire du temps présent s'impose d'autant plus que les régimes en place interdisent l'accès aux archives nationales au nom de la raison d'Etat ; cela est relativement compréhensible dans la mesure où l'Etat lui-même n'impose pas une historiographie officielle soustraite à tout débat critique. Le résultat de cette double pratique à l'échelle nationale est l'absence d'une conscience historique commune à la société civile, aussi bien pour l'histoire de longue et moyenne durée que pour celle du temps présent. Les générations des années 1960-90 ne disposent que de fragments insignifiants et contestables sur la période cruciale des années 1940-60 ; et plus on avance, plus l'accès à l'histoire, tant soit peu critique, devient rare et aléatoire.

Avec les épisodes de Vichy et de la Résistance, puis avec la guerre d'Algérie, la France a vite ressenti le besoin de créer un *Institut d'Histoire du Temps Présent*. Celle-ci exige en effet, des ajustements particuliers en termes de méthode, de documentation, de critique des témoignages, de respect des acteurs encore vivants, d'interprétation de leurs visions du futur, de leur relation au passé de la nation au nom de laquelle ils défendent des engagements précis. On connaît les débats passionnés, les contradictions, les incertitudes que suscitent encore les lectures divergentes de la deuxième guerre intra-européenne et des procès qui ont suivi le retour à la paix. De même, on touche avec précaution l'histoire coloniale depuis 1945. Il y a trop de témoins vivants, d'acteurs engagés, d'intérêts nationaux en jeu que l'historien aimerait éclairer, sachant que lui-même a des solidarités subjectives plus contraignantes que celles également présentes qu'imposent les périodes refroidies. La présence de témoins vivants est à la fois un atout et un obstacle qu'il faut savoir utiliser ou surmonter. Pour toutes ces considérations, l'histoire du temps présent ne peut être que provisoire ; elle permet de conserver les traces fortes des urgences, des drames, des angoisses, des terreurs qui ont poussé les acteurs à faire des sauts à haut risque vers des destins héroïques, la déchéance irrémédiable ou la mort immédiate. L'histoire du temps présent s'écrit avec le sang encore chaud des victimes, les protestations et indignations des « héros sans gloire », les surenchères cyniques des martyrs survivants de la dernière heure, les voix autorisées de ceux qui ont fait à temps le bon choix. L'autre forme de l'histoire du temps présent est plus littéraire, plus sereine, moins confrontée aux tragédies des guerres et des révolutions ; on la trouve dans les autobiographies et les œuvres de poètes, romanciers et autres créateurs.

Le Maghreb et plus généralement les sociétés pré-modernes qui demeurent encore en retrait par rapport à la volonté de savoir des sociétés démocratiques avancées, ne disposent que de rares traces écrites par les générations passées sur leur temps de vie. Il existe des autobiographies trop rares et fragmentaires pour enrichir la documentation de l'historien ; le genre roman historique et social est apparu tardivement dans la littérature arabe par exemple. Là aussi le Maghreb dit arabe souffre sans se l'avouer, d'une grave mutilation de ses multiples mémoires, à l'instar de toutes les « sociétés sans écriture ». En effet, la langue des premiers habitants longtemps nommés berbères est demeurée orale, sans écriture face au latin, à l'arabe puis au français qui ont successivement imposé leur suprématie jusqu'à nos jours. Les mémoires collectives ont transmis des fragments incertains et discontinus à l'intérieur de chaque groupe clanique, tribal, au mieux régional. La mémoire historiographique

fixée en arabe, enrichie de certaines mémoires ethnographiques avec le français, présente toutes les discontinuités, les réductions, les omissions d'un regard *extérieur*, distant, souvent condescendant porté sur le vaste espace historique et anthropologique qui a fini par se donner officiellement le nom de *Maghreb « arabe »*. Cette appellation consacre politiquement le fait accompli historique du jeu séculaire de la *dialectique des puissances et des résidus* dans un vaste espace anthropologique connu comme berbère de la frontière égypto-libyenne à l'Atlantique et de la côte méditerranéenne jusqu'au Niger. Il se trouve que les débats politiques, culturels, historiques, linguistiques et anthropologiques sont en train d'occuper pour la première fois dans l'histoire du temps présent une place prépondérante de plus en plus acceptée. On découvre ainsi que les niveaux de ce qu'on pourrait appeler heuristiquement la mémoire maghrébine exhaustive demeurent nombreux et disparates ; ils nécessitent la mobilisation de beaucoup de chercheurs formés dans la pratique et l'écriture d'une histoire comme anthropologie du passé et archéologie de la vie quotidienne. Nous en sommes encore si loin qu'on peut se demander si l'ensemble du Maghreb pourra jamais bénéficier de telles attentions. Je n'ignore pas les efforts méritoires en cours ; mais il s'agit de bribes, de morceaux plus ou moins bien reconstitués d'un socle anthropologique recouvert de plusieurs couches sédimentées de cultures importées, mal assimilées par les populations indigènes marginalisées et toujours survivantes à l'état de résidus voués à la disparition à terme. Même dans les colonies d'immigrés en Europe, les mémoires collectives d'expression berbère (*amazigh*) sont confondues comme beaucoup d'autres sous l'appellation globale de musulmans ! Ajoutons que les historiographies nationales postcoloniales ont introduit de nouvelles discontinuités liées au volontarisme nationaliste des Partis-Etats qui vont jusqu'aux conflits de frontières et leur quasi fermeture, notamment entre l'Algérie et le Maroc, la Libye et les autres voisins.

On peut parler d'une conscience mythologique du Maghreb indépendant, mais pas d'une conscience claire, critique d'un socle historico-anthropologique commun qui a connu des avatars historiques peu ou mal connus depuis les Romains jusqu'aux formations nationales récentes. Paradoxalement, c'est en pleine histoire moderne, dans les années 1950, que le Maghreb va connaître sa dérive mythologique la plus intense ; l'intensification est due à la mise en œuvre de moyens de communication instantanés (la radio, la télévision, le téléphone, l'avion) pour diffuser le discours nationaliste le plus éloigné de la réalité historique et socio-anthropologique à propos des sociétés maghrébines elles-mêmes et de leur environnement géopolitique. Il suffit de relire les manuels d'histoire et de géographie utilisés au début des années 1950, ou les thèses comme celle de Jacques Berque sur les Seksawa, ou de Hart sur les Aït Waryagher pour mesurer ce qu'il faut bien appeler la dérive mythologique de l'imaginaire maghrébin par rapport à son réel vécu. On peut aussi interroger la mémoire des Maghrébins qui avaient 20 à 25 ans ou même 10-15 ans en 1950 pour vérifier l'ampleur du gouffre qui s'ouvre devant ces générations sans qu'on en eût une conscience claire. Car ce moment effervescent de l'histoire vécue était dominé par un mélange d'angoisse, de peur et de rêve plus ou moins brumeux de libération.

On voit pourquoi une sociologie des mémoires survivantes et des mémoires mythologiques en voie de formation serait une excellente et fructueuse introduction à l'histoire du temps présent au Maghreb. Cette page capitale est loin d'être écrite. Là aussi, les Maghrébins continuent d'obéir à leur insu à une tendance profonde de leur histoire linguistique et culturelle : ils transmettent oralement des fragments de leurs mémoires personnelles, mais ils ne l'écrivent guère ; le plus souvent ils n'y songent même pas. Et d'abord en quelle langue le feraient-ils ? Dans

un des nombreux dialectes berbères vivants ? Même le regretté Mouloud Mammeri, Mohammed Chafik, auteur de l'unique dictionnaire arabe-berbère fiable, ou moi-même auteur de ces lignes n'y songent pas. Et pourtant j'ai vécu avec une grand-mère morte à l'âge de 98 ans, un père à 94 ans, une mère à 97 ans, une tante à 105 ans, une autre à 108 ans, deux autres encore vivantes ! Et si quelqu'un se décidait à écrire, ce serait sûrement un homme. Que de mémoires de femmes riches de récits, de souvenirs, de connaissances sur les coutumes, les célébrations, les rituels, les croyances, les pratiques saisonnières, les liens vitaux entre le champ, les cultures, l'eau, la topographie du sacré, les lieux de pèlerinage, le déchiffrement écologique, géologique, météorologique de l'environnement, de l'espace et du temps... L'histoire du parcours de vie de chaque habitant du village est d'une intense vérité poétique quand elle est restituée dans le cadre de pensée, de style et d'imagination propres à la culture orale. Parce que je suis encore habité par cette exceptionnelle capacité de poétisation d'une vie quotidienne en elle-même fruste, rude, ascétique, économe d'une miette de pain, d'un grain de couscous, d'une goutte d'eau, d'un morceau de viande ou de fruit, parce que je suis en mesure de distinguer techniquement les vertus créatrices de l'**orature** par rapport à celle de l'**écriture** ; pour ces raisons et pour beaucoup d'autres qui feront je l'espère, la matière d'un vrai livre, je confie pour la première fois au public ce souvenir intellectuellement et culturellement douloureux.

Nous sommes des Arabes et en écho encore plus lourd de conséquences : Nous sommes des musulmans.

Je le livre parce qu'il permettra aux Maghrébins de comprendre pourquoi, ils vivront dans l'aliénation culturelle et linguistique tant qu'ils n'auront pas écrit de manière exhaustive et hors de toute mythologie, leurs histoire et anthropologie du temps présent. Car c'est dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle que le destin historique a basculé, une mémoire différente de celle des hommes quitte ce monde sans laisser aucune trace sur la trame existentielle profonde d'un espace géo-historique immense. Cette indifférence à son soi personnel et au travail de soi sur soi de son groupe. On montrerait par exemple comment l'exploitation de la question du Sahara occidental en dehors de toute considération de ce que j'ai appelé le socle historico-anthropologique commun, a entraîné une fracture artificielle de plusieurs mémoires collectives vivantes et transfrontalières au bénéfice de deux « identités » nationalistes forgées par les stratégies géopolitiques divergentes de deux Etats. Aucune histoire éclairante du temps présent incluant les rivalités interétatiques au mépris d'un élan constant des peuples vers l'unité, n'a été tentée jusqu'ici pour amener éventuellement les protagonistes à une solution respectueuse de la conscience historique potentielle de ce que serait un jour un *espace maghrébin culturellement remembré, intellectuellement repensé et géopolitiquement resitué dans une perspective euro-méditerranéenne incluant toutes les solidarités historiques, culturelles et économiques avec l'Afrique*. Alors commencera le vrai et lent travail historique de soi sur soi de tous les peuples enfin rendus à l'expression libre et surtout *désaliénée* de leurs identités respectives. Je pense ici à l'exemple lumineux de la construction de l'Union Européenne : nous suivons chaque jour les progrès du passage de l'étape historique de l'Etat-nation à celle révolutionnaire des Etats *internationaux* portés par le même mouvement de convergence vers une Instance *sui generis* de l'Autorité *transnationale* ouverte à l'avènement d'une gouvernance mondiale. Les Etats maghrébins sont en train de passer péniblement, contre leur gré, du stade du *Parti-Etat* abusivement présenté comme un *Parti-Etat-Nation-Peuple*, à celui d'un Etat *bricoleur*, contraint de s'appuyer sur une politique de traditionalisation islamique en réhabilitant l'islam quiétiste des *zaouias* contre la violence islamiste, tout en affichant des recours ostentatoires à des processus démocratiques purement formels. Ce même islam des *zaouias* avait été pourchassé au temps de la révolution collectiviste

en Algérie, ou plus ou moins secondarisé par le réformisme des *'ulamâ'* organiques au Maroc, ou laïcisant en Tunisie. On continue aussi d'évoquer à la sauvette tel projet de réunion pour réactiver le projet mort-né de *Maghreb arabe Uni*. Le bricolage atteint son comble avec les bouleversements des appartenances géopolitiques qui ne cessent de s'amplifier depuis le 11 septembre 2001, cet événement si mal vécu, si peu assumé et pas géré du tout comme je le montrerai, au plan d'une pensée maghrébine intellectuellement responsable. On verra que le silence forcé sur le *Maghreb arabe uni* est une reconnaissance éloquente d'un Maghreb qui commence à évaluer l'étendue de son aliénation dans un imaginaire géopolitique et mytho-historique de la République arabe Unie (de la *Nation arabe Une porteuse d'une Mission éternelle*, devise du Baa'th et de Nasser), relayée avec des dérives plus dangereuses encore, par les promesses d'une Communauté islamique transnationale et à vocation universelle.

Les Maghrébins n'ont pas une égale adhésion à cet imaginaire arabo-islamique commun ; mais ceux qui s'en éloignent ne cherchent pas plus que ceux qui s'en réclament à expliquer sa genèse historique et ses fonctions idéologiques. Pourtant une telle recherche permettrait de montrer les liens entre l'écriture de l'histoire du temps présent et celle des temps plus anciens remontant jusqu'à la période fondatrice de la croyance islamique considérée comme l'instance obligée de référence pour tous les musulmans. Or cette référence obligée constitue précisément l'un des impensés majeurs largement partagés par toutes les sociétés maghrébines contemporaines, quel que soit par ailleurs leur attachement institutionnel et culturel à ce qu'elles nomment l'islam. C'est pourquoi je plaide pour la priorité stratégique de l'histoire du temps présent, parce qu'elle permet de renvoyer tous les Maghrébins contemporains à l'étude négligée jusqu'ici des conditions historiques qui ont lié leur destin au seul fait islamique alors que leur géohistoire et leur géopolitique leur ont ouvert d'autres cheminements possibles. Cette interrogation devient plus pressante encore quand on veut connaître les traits distinctifs de l'islam maghrébin et l'action en retour de cet islam précis sur le cours de l'histoire du Maghreb postcolonial. Il m'a été donné de vérifier avec mes étudiants et des publics variés au Maghreb et ailleurs l'irremplaçable portée didactique de l'histoire du temps présent pour mettre en évidence les conditions de possibilité d'une pensée maghrébine autonome, critique et responsable.

Il faut reconnaître que la conjoncture politique ouverte par l'événement du 11 septembre 2001 incite à travailler dans cette direction. Au Maroc notamment, il y a des signes encourageants d'une libéralisation dans le domaine économique qui ne manquera pas de s'étendre aux libertés de penser, d'écrire, de publier comme dans les démocraties avancées. Il est vrai qu'on constate des initiatives audacieuses surtout dans certains journaux ; les interventions de chercheurs, d'intellectuels critiques demeurent rares ou décevantes par leur qualité. Cela prouve que la société civile ne dispose pas encore de ressources humaines suffisantes dans le secteur de la production culturelle, artistique, scientifique et intellectuelle pour encourager l'Etat à accélérer la marche vers la démocratie. On parle souvent de réformes des systèmes éducatifs pour sortir des impasses créées par des décennies d'erreurs et d'orientations néfastes. Car même si la connaissance et la pensée critique s'affirment davantage avec des œuvres novatrices, il resterait à trouver les cadres sociaux nécessaires pour relayer ces productions auprès de couches populaires mal ou pas du tout scolarisées au niveau de la culture mondiale contemporaine. On reste enfermé dans des cercles vicieux difficiles à briser tant il est vrai que la formation d'une conscience historique éclairée et critique est une des conditions essentielles du fonctionnement optimal de la démocratie. Faute de cette connaissance et de sa diffusion didactique, on continuera à faire un pas en avant, deux ou trois en arrière. Car on laisse l'espace libre

aux expansions rapides des ignorances institutionnalisées exploitées par les idéologies politico-religieuses. Les déracinements continus des paysans, des nomades, des montagnards qui vont peupler les périphéries urbaines, la désinformation quotidienne par des médias encore sous contrôle officiel ou privé, l'expansion d'un imaginaire populiste à mesure que se désintègrent les solidarités et les codes culturels et traditionnels, le poids d'une religion fortement ritualisée et coupée de ses fonctions spirituelles et bien d'autres facteurs encore, se conjuguent pour retarder la formation de consciences historiques nationales capables d'œuvrer pour l'avènement d'une conscience transnationale comme en Europe.

Cette mise en perspective historique et sociologique des enjeux d'une histoire du temps présent, est indispensable pour aller loin et vite dans le sens esquissé non seulement par l'essai de M. Bennouna, mais par plusieurs autres parus également au Maroc. Les Marocains doivent être reconnaissants à leur jeune roi qui a instauré les libertés nécessaires pour écrire l'histoire des années de plomb, selon une expression consacrée à propos du règne de Hassan II. La société civile sortira sûrement plus mûrie politiquement par des débats libres et intenses sur les complots qui ont failli non seulement coûter la vie au roi régnant, mais à la monarchie vieille de plusieurs siècles et devenue à juste titre, l'instance de l'**autorité** (*hukm*) et pas seulement du **pouvoir** (*sulta*) pour tous les Marocains.

Cette donnée historique et juridique a sûrement compté dans la détermination du jeune roi d'alors à réprimer sévèrement un mouvement attentatoire à une symbolique politique fortement ancrée dans la mémoire collective marocaine. On sait que les jeunesses de tous les pays des années 1960 ont été fascinées par les figures « révolutionnaires » de Che Guevara, Fidel Castro, Mao Tse Toung et les dirigeants ostentatoires et bruyants de l'URSS. On ne pouvait imaginer que des monarchies obsolètes puissent se transformer de l'intérieur en monarchies constitutionnelles à l'instar de l'Espagne voisine après la disparition de Franco. Les raisons du maintien des attributs archaïques du *Makhzen* ne tiennent pas seulement à la personnalité d'un roi ; les pesanteurs des structures sociales, des mentalités traditionnelles, des mémoires collectives repliées sur elles-mêmes, des solidarités mécaniques bien décrites par Ibn Khaldûn, doivent être prises en compte par tout mouvement réformateur et, a fortiori, révolutionnaire en contextes islamiques.

Dans le cas du Maghreb et plus généralement des sociétés postcoloniales, l'histoire du temps du présent ajoute aux difficultés précédentes celles des contrôles politiques par des partis, des gouvernements, des opinions publiques peu ou pas du tout préparés à respecter les libertés de penser, d'écrire, de publier comme dans les démocraties avancées. Ce facteur joue autant pour l'histoire de longue durée que pour celle de courte et moyenne durée. Bien des peuples se trouvent ainsi enfermés dans un cercle vicieux difficile à briser : la formation d'une conscience historique fiable et critique est une des conditions essentielles du fonctionnement optimal de la démocratie que tous les peuples réclament avec impatience ; mais l'absence prolongée d'Etat de droit et de société civile responsabilisée retardent précisément l'émergence d'un régime moderne de la vie politique, économique, intellectuelle et culturelle. Dans les années 1960-70, les ressources humaines et culturelles, les richesses économiques potentielles et les atouts géopolitiques du Maghreb autorisaient des espoirs d'émancipation qu'on n'ose plus nourrir aujourd'hui après plus de 40 ans d'accumulation d'échecs, de difficultés et même de reculs en termes de sécurité, de culture et de gestion politique. Je pense aux déracinements continus des paysans, des nomades et des montagnards qui vont peupler les périphéries urbaines, à la désinformation quotidienne par des médias et des systèmes éducatifs sous contrôle officiel ou privé, à l'expansion d'un imaginaire **populiste** à mesure que se

désintègrent les codes culturels et les solidarités populaires et urbains qui ont assuré pendant des siècles des cohésions morales et sociales efficaces.

On comprend que M. Bennouna se dispense de faire une telle recherche ; il ne prétend pas réaliser un travail académique ; il offre des témoignages précieux que l'historien de métier, le sociologue et le politologue exploiteront dans des analyses critiques plus élaborées. Le succès du livre auquel a contribué le Prix Atlas, prouve que le public est directement impliqué même dans un simple récit événementiel et factuel. Les discussions suscitées parmi les lecteurs sont autant d'occasions précieuses pour l'éveil d'une conscience historique plus exigeante. Si je m'autorise à souligner en tant qu'historien les prolongements scientifiques qu'appelle un tel essai, ce n'est pas pour diminuer les mérites de l'auteur, mais pour contribuer à la consolidation d'une **culture civique** fondée sur l'histoire critique du temps présent comme des temps lointains. Car les passions du temps présent dévorent tout là où elles se déchaînent ; je pense aux écrits apologétiques et mytho-idéologiques consacrés depuis les indépendances au thème du legs arabo-islamique (*turâth*) ou au Temps mythique fondateur de l'islam.

La préface à un livre courageux et d'intention généreuse doit aider à enrichir le débat de société et à faire réfléchir le plus grand nombre de lecteurs. En tant que Maghrébin moi-même qui partage depuis longtemps les désillusions, les déceptions, les nostalgies, les entreprises avortées, les espérances indéracinables d'une longue histoire, je voudrai tracer rapidement un programme de recherche et de réflexion critique pour les générations montantes. C'est une manière aussi d'honorer les aspects légitimes des élans des combattants durement maltraités et voués à l'oubli alors qu'ils ont rêvé d'un avenir meilleur pour leur pays.

Après 50 ans d'exercice de souverainetés plus soucieuses d'exalter l'orgueil national que d'aider les peuples à maîtriser l'accélération de l'histoire, je repose une question que je n'ai cessé de ressasser depuis les années 1950 : *Peut-on parler d'une pensée maghrébine<sup>2</sup>* ? Déjà au stade des luttes de libération, je ressentais le besoin de ramener l'attention des discours nationalistes aux réalités historiques, sociologiques, linguistiques, culturelles du Maghreb. On faisait valoir alors la priorité absolue de la lutte contre le colonisateur ; le travail de connaissance scientifique des réalités plurielles du pays sera autorisé et dûment encouragé après la libération. Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est de cette promesse. Sans méconnaître des travaux de valeur, on ne peut soutenir que les Maghrébins maîtrisent la connaissance de leurs sociétés respectives au point de pouvoir inscrire leurs programmes politiques et leur action citoyenne dans la perspective d'une pensée maghrébine moderne, critique, libre, indépendante d'un réseau complexe de contraintes intérieures et extérieures. Il a fallu attendre la première guerre du Golfe pour voir s'esquisser timidement des affirmations d'indépendance vis-à-vis de l'Orient arabe, mais encore pluriel sur le plan religieux. Le Maghreb a gommé son pluralisme, même en ce qui concerne les écoles de théologie et de droit islamiques. Après les indépendances, une large partie de l'opinion a vu partir avec soulagement tous les non musulmans, sans discerner les colonialistes ennemis des indépendances et les populations civiles enracinées dans « leur » pays. L'espace maghrébin est un bloc monolithique de *musulmans sunnites malikites*. L'opinion qui se réjouit de ce monolithisme pousserait sa passion éradicatrice jusqu'à supprimer les survivances berbères qui entachent la pureté arabe et islamique.

Il s'agit là d'un héritage aussi lourd qu'ancien. On sait que l'école zâhirite implantée en Andalousie par le brillant et fécond penseur Ibn Hazm a été éliminée

---

<sup>2</sup>) Voir mon article en arabe: *Maghzâ Ta'rîkh Shamâl Ifrîqiyâ*, dans la revue tunisienne *Al-Fikr* 1957.

par les *fuqahá'* mâlikites gardiens jaloux de l'orthodoxie définie par eux. Ils sont allés jusqu'à se débarrasser de *l'ibhyá 'ulúm al-dín* de Ghazâlî parce que lui-même dénonçait la tendance de cette catégorie professionnelle à la prévarication. Il s'agit là d'un contrôle à la fois religieux et politique qui traduit la solidarité à travers les siècles de l'appareil d'Etat, des '*ulamá'* « organiques » gardiens de la *sharí'a* et maîtres de la magistrature suprême. On sait comment cette solidarité a été réactivée et mise à jour par les Etats post-coloniaux au mépris à la fois du pluralisme doctrinal de l'islam classique et des impératifs de la gouvernance démocratique moderne. La politique d'arabisation « sauvage » a confirmé ce double mépris en l'étendant à l'enseignement de l'histoire, des sciences sociales, de la littérature, de la philosophie et surtout de la religion. L'histoire du temps présent peut déjà montrer les liens entre cette politique démagogique et populiste et l'expansion sociologique de l'idéologie islamiste dans les sociétés soumises aux décisions souveraines des Partis-Etats. Après l'échec des nationalismes modernistes, laïcisants ou sécularisants sous l'appellation illusoire de Révolution arabe socialiste, les représentations idéalisées du Modèle de Médine selon la Révolution dite islamique depuis les années 1970, n'ont pas épargné les imaginaires des populations du Maghreb. Les ressources humaines et culturelles qui, dans les années 1960-70, pouvaient encore opposer une pensée moderne laïcisante aux appels d'une trompeuse révolution religieuse, ont été soit récupérées pour garnir les technostructures des ministères et de la haute administration, soit réduites au silence et souvent à l'émigration. Une rupture durable s'est installée entre des Etats autoritaristes et leurs peuples, leurs sociétés civiles vouées à des avortements répétés et des Nations dont la construction viable reste encore une promesse mal tenue.

On pouvait penser que la première guerre du Golfe, 12 ans de guerre civile en Algérie, les attentats du 11 septembre 2001, inciteraient au moins les rares chercheurs et intellectuels critiques à défendre la nécessité d'une pensée maghrébine indépendante qui prendrait enfin en charge tous les problèmes anciens et nouveaux abandonnés aux recherches scientifiques, aux interrogations et aux dénonciations conduites par des étrangers, des voix européennes et américaines, bien plus que par les citoyens maghrébins eux-mêmes<sup>3</sup>. Quant aux « Orientaux », ils ont leur part de problèmes et même de tragédies et continuent de vivre dans une ignorance du Maghreb disproportionnée par rapport à l'intérêt « obligé », aux liens contraints que déjà l'ancien Occident musulman, y compris l'*Andalus*, cultivait avec l'Orient. Cela veut dire que les Maghrébins – tous groupes sociaux et niveaux de culture confondus – ne se sont pas encore donné les outils de pensée, les connaissances de base, les structures sociales et institutions nécessaires pour produire leur propre destin historique à partir de leur espace géohistorique et géopolitique propres. Dans les années 1960-70, j'ai vu des enfants, des adolescents, des étudiants mémoriser des vers d'Imr ul-Qays, de Mutanabbi ou de Shawqi, étudier l'histoire des califes dits orthodoxes, les dynasties orientales, les débuts de l'islam et s'intéresser secondairement, marginalement à la littérature, à l'histoire, à une pensée propres au Maghreb dans son ensemble. On est passé avec l'euphorie des indépendances de « nos ancêtres les Gaulois » à nos modèles, nos symboles, nos Sources intellectuelles et culturelles et surtout notre religion malikite avidement recherchés en Orient pour être célébrés, diffusés et, bien sûr, mythologisés dans une conscience « nationale » naissante.

Je sais qu'aujourd'hui encore ces propos non-conformistes nourriront chez bien des lecteurs de graves malentendus. J'y suis habitué depuis mes premiers combats de jeune étudiant dans les années 1950-60. J'ai consacré toute ma vie de chercheur

---

<sup>3</sup> ) Voir dans *l'Index Islamicus* l'ampleur de la production scientifique étrangère sur le monde arabe et islamique en général et celle de tous les pays arabes réunis.

enseignant à étudier et enseigner la pensée arabe et islamique ; c'est dans ces études approfondies que je puise la substance de mes analyses critiques dans le sens d'une dénonciation positive des politiques qui ont fait prévaloir la diffusion des ignorances institutionnalisées, des idéologies aliénantes, alors que des citoyens nombreux et compétents du Maghreb ont été régulièrement écartés de toute consultation et a fortiori de toute responsabilité nationale après les indépendances. Ces citoyens sont même les cibles de campagnes nationalistes contre les traîtres à la Nation arabe, les ennemis de l'islam, les « orientalistes », les laïco-assimilationnistes, etc. Aujourd'hui encore, j'assiste fréquemment à des débats entre Maghrébins à propos de l'arabisation et de ses conséquences linguistiques, culturelles, scientifiques et intellectuelles ; de la question de l'enseignement des sciences de l'homme et de la société et surtout de la philosophie ; l'examen linguiste, psychosociologique, scientifique de ces propos est régulièrement confisqué par des controverses stériles sur l'identité « arabe » du Maghreb.

C'est le sens de ma question récurrente : peut-on parler aujourd'hui d'une pensée maghrébine cohérente, autonome, rigoureuse en termes de critique scientifique et d'exigence intellectuelle ?

J'ai répondu négativement d'abord au niveau le plus large de la pensée islamique ; puis au niveau d'une pensée arabe qui s'enferme dans le seul lexique de l'arabe contemporain davantage lié aux usages des médias qu'à ceux de la pensée scientifique et philosophique critique ; enfin au niveau du Maghreb qui ne veut pas tirer toutes les conséquences d'une politique et d'une pratique quotidienne aliénante. Je rappelle que ***l'aliénation est l'état d'un individu, un groupe, une communauté, voire une nation, détournés de la conscience de ses vrais problèmes à force de soumission à des croyances, des représentations de valeurs et d'identités fantasmées, des objectifs politiques sans horizon de sens et d'émancipation, des pesanteurs sociologiques, des traditions ritualisées.*** Je me suis efforcé de donner à cette définition une portée psychosociologique, historique, linguistique, anthropologique et philosophique. Cette portée se veut aussi heuristique et non pas normative. Chaque Maghrébin, quel que soient son niveau de culture et son statut social, peut vérifier dans ses parcours personnels de vie la pertinence de cette définition.

Je suggère par exemple l'écoute attentive des conversations au cours d'une soirée amicale, d'un dîner familial, d'une rencontre fortuite dans la rue, un train, un avion ; l'observation du public dans les magasins (société de consommation), dans les restaurants et les hôtels de haut standing ; de l'architecture et de l'urbanisme dans les quartiers riches de grandes villes, puis, en contraste, les bidonvilles et les HLM avoisinants, l'état des rues, la circulation, les boutiques et les conversations avec les clients, les intérieurs et les alentours des mosquées. Sans commentaires!

Approfondissons davantage l'analyse du phénomène général de l'aliénation au Maghreb. Il ne suffit pas d'invoquer les dangers du monolinguisme aujourd'hui pour convaincre un monolingue francophone ou arabophone de son aliénation actuelle ou potentielle. Engager des comparaisons pour différencier les situations objectives du francophone et de l'arabophone de l'amazighophone et les libertés démocratiques nécessaires pour s'attaquer aux interrogations et aux problèmes exclus depuis les indépendances des domaines d'un **pensable** ouverts à tous les élargissements, toutes les formes de la critique intellectuelle et scientifique. C'est pourquoi j'ai été amené depuis longtemps à travailler pour l'étude critique de la pensée islamique, les concepts très opératoires de **pensable/impensable** et **pensé/impensé**. Je sais qu'il est difficile de rendre accessibles à tous, ces concepts qui permettent d'identifier les omissions, les ignorances, les dérapages imaginaires et même fantasmatiques dans

tous les niveaux d'expression du discours islamique contemporain. Voici, à titre d'exemples, quelques problèmes déterminants tant pour inscrire la pensée maghrébine dans la mouvance universelle de la pensée intellectuelle et scientifique en voie de mutations rapides que pour rendre enfin possible la construction d'un espace commun de la citoyenneté maghrébine à l'instar de l'exemple européen :

1) La généalogie critique des Etats postcoloniaux en remontant aux mécanismes anthropologiques de conquête et de perte du pouvoir à l'œuvre dans les sociétés segmentaires en tensions dialectiques avec les formations étatiques fondées sur l'écriture, les cultures savantes et les orthodoxies politico-religieuses<sup>4</sup>.

2) Les modes et les niveaux de présence de l'islam comme religion et comme cadre cognitif d'exercice de la pensée dans l'espace maghrébin depuis l'installation des premiers centres urbains comme Kairouan, Tahert, Fès... Je ne vise pas seulement la réécriture de l'histoire narrative et descriptive des processus de pénétration d'une théologie savante et de ses formes popularisées par des transmissions orales à des populations berbères ; il s'agit d'ouvrir pour la première fois dans une pensée maghrébine qui reste à construire le vaste champ des impensables et des impensés majeurs que j'ai définis dans mon livre *The Unthought in Contemporary Islamic Thought*, London 2002.

3) L'inscription urgente du **fait religieux** dans les programmes de recherche en sciences sociales et dans les systèmes éducatifs au Maghreb. Le fait religieux est un des impensés majeurs de la pensée islamique contemporaine ; les Etats postcoloniaux ont largement contribué à institutionnaliser cet impensé en imposant à l'école publique, dans les discours officiels, dans les médias, la promotion de l'identité nationale la primauté d'un islam populiste, ritualiste, cultuel et communautariste sur l'islam comme expérience personnelle du divin et comme tradition de pensée pluraliste ouverte aux débats entre sciences religieuses et sciences critiques.

4) Les thèmes précédents sont indissociables de la connaissance avancée du **socle anthropologique** de l'espace maghrébin incluant son inscription dans l'espace méditerranéen au Nord et l'espace saharien au Sud. Les liens historiques, culturels, intellectuels, spirituels avec ces deux espaces ont été non seulement marginalisés, voués à l'effacement dans les mémoires collectives, mais niés idéologiquement tant par les discours et la pratique politique des nationalismes dogmatiques que par la prévalence d'un islam intégriste militant pour le retour à l'*asâla*, cette pureté originelle du Modèle de Médine d'autant plus mobilisateur pour l'imaginaire et la sensibilité populiste qu'il est soustrait par ses usagers attirés à toute critique historique, sociologique, anthropologique, théologique et philosophique. Les Partis-Etats et les oppositions populistes se disputent non pas à propos des voies modernes de la gouvernance légitime, mais pour le contrôle exclusif d'un « islam authentique » fantasmé comme source indépassable de légitimation.

5) Seul le travail de ces concepts et de bien d'autres que je ne puis évoquer ici permettra au Maghreb de cheminer pour la première fois dans son histoire, vers la sortie historique des deux prisons où continuent de gesticuler les bricoleurs de la révolution socialiste ou religieuse. Je veux parler de la prison de ce que Hichem Charabi a décrit pour le Moyen Orient sous l'appellation de **régime néopatriarcal** de production des sociétés; de la prison **théologico-juridico-politique** dont le verrouillage a été renforcé par la politique des Etats dits nationaux depuis les années 1950. Nous avons ici encore plusieurs impensés majeurs dont le dépassement continue d'être contrarié par la **violence structurelle** installée dans les sociétés

---

<sup>4</sup>) Voir mon article Modes de présence de la pensée arabe en Occident musulman, publié en 1976 et repris dans *Pour une critique de la Raison islamique*, Paris 1984.

maghrébines et proche-orientales depuis la colonisation et renforcée par une légitimité « nationale » par les discours dits de libération. La pensée maghrébine capable de travailler à la sortie irréversible de ces deux prisons ne peut faire l'économie d'un détour comparatif par la trajectoire historique de l'Europe chrétienne qui a abouti à ce que Marcel Gauchet appelle la « *sortie de la religion* » avec la thèse que le christianisme est la seule religion qui porte dans ses enseignements les conditions de cette sortie de la religion. Je discuterai ailleurs cette thèse pour préciser les différences entre la sortie de la religion et ce que je préfère appeler la sortie concomitante des deux prisons<sup>5</sup>. Il est crucial pour la pensée critique et déconstructive de distinguer le statut cognitif et les fonctions du **fait religieux** de ceux du théologico-juridico-politique, lui-même différencié du philosophico-politique dans la ligne de la pensée moderne et méta-moderne.

6) L'exploration intellectuelle et scientifique du fait religieux est une des tâches préparatoires à la sortie des deux prisons et à l'entrée de la pensée maghrébine dans l'ère de ce que j'appelle la raison **méta-moderne** capable de mener de front la critique de tous les systèmes de pensée, de valeurs et de culture hérités des multiples passés, y compris ceux de la modernité de l'âge classique de 1680, mise en crise de la conscience européenne selon Paul Hazard, à 1945-60, fin de la pensée coloniale et lancement des grandes mutations épistémologiques. Il est clair que dans le Maghreb contemporain, les horizons de sens, d'investigations scientifiques et d'action politique visés par la raison méta-moderne resteront des œuvres de Satan ou des bavardages abscons pour les nouveaux cadres populistes, voire « cultivés » de la connaissance. Les jeunes générations nées après les indépendances pèsent lourdement sur la réception et la transmission des connaissances non seulement parce qu'elles représentent 60 à 70% de la population, mais parce qu'elles sont livrées sans autre recours aux ravages de la religion ritualiste et de la culture populiste.

Cette énumération de quelques impensables et des impensés qui attendent encore une prise en charge systématique par des chercheurs, des intellectuels, des écrivains, des artistes, des acteurs politiques et économiques, n'est pas exhaustive. Bien qu'elle s'applique avec les correctifs nécessaires à l'ensemble des sociétés non européennes demeurées à l'écart des révolutions intellectuelles, juridiques et scientifiques depuis les 18<sup>e</sup>-19<sup>e</sup> siècles, elle revêt pour le Maghreb une pertinence particulière que je clarifierai ailleurs. Il me reste à justifier un tel appel à une pensée maghrébine neuve et responsable pour mieux introduire les lecteurs à une meilleure intelligence des enjeux de l'essai de Mehdi Bennouna. Il ne s'agit pas de reprocher à l'auteur de n'avoir pas défini dès le départ le vaste cadre de la pensée critique dans lequel doit s'inscrire toute écriture de l'histoire du temps présent. Je profite d'un exemple imparfait, mais porteur de promesses pour inviter tous les citoyens du Maghreb à enrichir la bibliothèque de l'histoire du temps présent et des temps lointains dans la perspective d'une promotion rapide de cette pensée critique dont l'absence pèse tant sur les errements idéologiques, les engagements naïfs, les combats illusoire initiés par des représentations imaginaires, ahistoriques du passé et de l'avenir de l'espace maghrébin.

Le style incisif, spontané et suggestif de Bennouna aurait eu un impact plus durable et plus fécond sur les lecteurs maghrébins s'il avait mieux maîtrisé l'usage des qualificatifs qui renvoient à une pensée dichotomique opposant une fois de plus les

---

<sup>5</sup>) A propos de la sortie et de la prison comme métaphore enrichissante pour l'intelligence des enjeux de connaissance, de régimes de vérité en conflits épistémologiques et politiques permanents dans toutes les cultures et les religions, je conseille la lecture de l'essai stimulant de Jean Daniel sur *La prison juive*, Odile Jacob 2003.

mouvements bien inspirés, généreux et libérateurs aux pouvoirs archaïques, conservateurs et oppresseurs. Il aurait fallu s'attarder davantage à analyser les origines sociales et culturelles des acteurs, la pertinence et les chances de succès des objectifs fixés à des combats inégaux entre un Makhzen puissant et des militants isolés et si peu préparés. Le rappel des structures archaïques du *Makhzen* opposé depuis longtemps au *blâd al-siba*, pays rebelle, comme le droit dit musulman oppose terre d'islam et terre de guerre (*dâr al-islâm/dâr al-harb*), aurait eu plus de signification anthropologique et politique si l'idée que se faisait le jeune roi Hassan II de l'importance pour le Maroc de la continuité de l'Etat monarchique, avait été clairement précisée. Car il y avait un enjeu vital pour l'avenir du Maroc comme Nation moderne entre le maintien d'une légitimité attachée à une monarchie vieille de plusieurs siècles et le passage brutal à une République dont la légitimité devait être entièrement inventée. L'exemple du voisin algérien qui n'avait pas le même choix, avait certes de quoi nourrir chez les « Jeunes Marocains » – à l'instar des « Jeunes Turcs » - une surenchère mimétique sur les vertus libératrices de la révolution violente. On ignorait que les esprits réfléchis vite réduits au silence en Algérie, percevaient dès les premiers pas de l'indépendance, les dangers auxquels l'arrogante ignorance des « chefs historiques » exposait la Nation fragile née dans les douleurs et les sacrifices connus de tous les Maghrébins.

Dès lors, le titre « *Héros sans gloire* » donne à penser dans des directions que l'auteur ne pouvait intégrer dans son écriture que s'il avait, dès le départ, pris la mesure historique, sociologique et culturelle de l'absence totale au Maghreb et dans la sphère idéologique arabe en général, d'une pensée critique, prospective et constructive, comparable à celle que les philosophes et les écrivains avaient mise en place en Europe avant les Révolutions anglaise, américaine et française. Cette donnée reste cruciale encore de nos jours. J'ai entendu souvent les Marocains exprimer leur impatience devant les lenteurs du jeune roi Mohammed VI à engager plus résolument les processus longtemps différés conduisant à une monarchie constitutionnelle. Curieusement, bien des Marocains réalisent mal que la monarchie constitutionnelle est une modalité historique, modalité concurrente de la modalité républicaine de la construction et de la pratique démocratiques. Cet enseignement de la philosophie politique a toujours manqué aux « *héros sans gloire* » maghrébins fascinés par le seul modèle républicain jacobin et centralisateur, à l'instar du modèle monarchique absolutiste éliminé en France. Cécité intellectuelle et indigence de la conscience historique continuent hélas de détourner l'intérêt des acteurs politiques pour les vertus de la modalité monarchique constitutionnelle, autant que pour les avantages indéniables de la solution républicaine fédérale. Tant qu'on ignorera que la culture démocratique peut ainsi s'épanouir dans plusieurs cadres institutionnels ouverts à tous les acquis indiscutables de la modernité, on confondra les révolutions illusoire et les révolutions porteuses d'avenir libérateur et enrichissant pour la condition humaine.

Mohammed ARKOUN